



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 10 septembre 2026

L'inflation mexicaine (INPC) repart à la hausse et s'établit à +3,26 % (en g.a.) au mois d'août 2026, contre +3,12% en juillet.

Le niveau d'inflation est ainsi supérieur à celui de juillet (+3,12%), néanmoins inférieur à celui d'août 2025 (+3,57%). La hausse de l'inflation résulte principalement de la reprise de l'inflation sous-jacente, qui s'établit à +3,88 % g.a. (+0,16 p.p. en g.m.), tirée par l'augmentation des prix des boissons alcoolisées et du tabac (+7,62 %) ainsi que des services (+4,33 %). Parmi les services, la restauration (+6,27 %), l'éducation (+6,02 %), les services financiers (+5,90 %) et la santé (+4,77 %) enregistrent les hausses les plus importantes. De son côté l'inflation non sous-jacente, qui concentre les paniers les plus volatils, reste faible à +1,13%, en raison de la baisse des prix de certains composants agro-alimentaires (pommes de terre -10,66%, poulet -2,2%). Le niveau d'inflation reste ainsi à la cible de la Banque Centrale du Mexique (Banxico) de 3% +/- 1 p.p. depuis mai 2026.

LE CHIFFRE A RETENIR

+3,26 %

Indice National des Prix à la
Consommation (INPC) en
g.a., en août 2026 selon

[l'INEGI](#)

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Dans son *Paquete Económico* (budget) 2027, le gouvernement revoit à la baisse ses prévisions de croissance, et les aligne sur les prévisions et les anticipations de marché. Le ministère des Finances (SHCP) prévoit désormais une croissance comprise entre +1,5 % et +2,5 % en 2027. La fourchette est inférieure à celle des *Preclerios* d'avril, comprise entre +1,9 % et +2,9 %. Cette fourchette comprend néanmoins l'ensemble des prévisions du Banxico (+2,0 %), du FMI (1,9%), de la Banque Mondiale (1,7%) et du consensus de marché (+1,8%). Le rebond attendu en 2027 reposerait sur l'investissement public, la consommation privée et les exportations (notamment technologiques), soutenues par une reprise de l'industrie américaine. Le *paquete* retient également une inflation de +3 % fin 2027 (soit la cible et la prévision 2027 de la banque centrale), un taux directeur de 6 %, un taux de change de 18 MXN/USD et un prix moyen du pétrole mexicain de 61,8 USD/baril. Ces hypothèses constituent le socle de référence du budget 2027 : leur réalisation conditionnera le niveau effectif des recettes et, par conséquent, le respect de la trajectoire budgétaire annoncée. Pour 2026, la prévision est ramenée à +1,0 % à +2,0 %, contre +1,8 % à +2,8 % auparavant. Hacienda explique cette révision par la faiblesse de l'activité du début d'année, la hausse des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient et les incertitudes commerciales.

L'indice de la consommation privée au Mexique s'est contracté de 0,4 % en g.m. au mois de juin 2026. Cette baisse se caractérise notamment par un recul de la consommation de biens importés (-1,4 %) et de biens nationaux (-0,9 %), tandis que la consommation de services nationaux enregistre une très légère hausse (+0,1 %). Selon les données de l'INEGI, depuis le début de l'année, seul le mois de mars (+1,2 %) a connu une progression significative, avant un ralentissement à +0,2 % en avril puis une stagnation en mai. Cette contraction en juin, alors même que s'est déroulée sur le sol mexicain la majeure partie des matchs de la Coupe du monde de football 2026, illustre la morosité de la consommation au Mexique. L'inflation, la perte de pouvoir d'achat des *remesas* (envois de fonds) liée à l'appréciation du peso face au dollar, ainsi que les incertitudes liées à la renégociation de l'Accord Etats-Unis-Mexique-Canada (T-MEC) et aux conflits au Moyen-Orient pèsent ainsi sur la confiance des ménages et sur leur niveau de consommation. Ce repli obère la croissance, la consommation privée ayant représenté 70,4 % du PIB en 2025. L'indice progresse néanmoins de 1,6 % en g.a., porté par une base de comparaison favorable au T2 2025. Par ailleurs, l'investissement en capital fixe a renoué avec la croissance

en juin (+1,3 %), effaçant le recul de mai (-0,4 %) et confirmant, après le bond d'avril (+4,3 %), un trimestre bien orienté. Les investissements en construction en ont de nouveau été le moteur, avec une hausse mensuelle de 3,5 % (+8,8 % g.a.). L'investissement privé a été le facteur dynamisant du mois (+1,6 % g.m.), tandis que l'investissement public s'est contracté de 0,2 %. L'investissement en capital fixe montre ainsi des signes de reprise en 2026, à +5,9 % en g.a. en juin, après la chute de -6,7 % enregistrée en 2025.

L'économie informelle atteint un niveau historique au T1 2026, représentant 25,2 % du PIB mexicain. Selon l'INEGI, il s'agit d'un niveau record depuis le début de la série en 2005. Entre le T1 2025 et le T1 2026, la valeur ajoutée de l'économie informelle a progressé de +2,0 % en termes réels, contre +0,2 % pour le PIB national. Ces résultats témoignent d'un dynamisme de l'économie informelle supérieur à celui de l'activité économique dans son ensemble. Les hausses les plus marquées ont été enregistrées à Hidalgo (+8,4 % en g.a.), dans l'État de Mexico (+6,2 %) et dans le Nuevo León (+5,7 %), tandis que Campeche enregistre un cinquième trimestre consécutif de recul. L'économie informelle comptait par ailleurs 16,4 millions d'emplois rémunérés, dont 2,1 millions dans l'État de Mexico (12,6 % du total). Sur le marché du travail, le taux d'informalité s'établissait parallèlement à 54,8 % au T1 2026, contre 54,3 % un an plus tôt. Ces données reflètent le poids important et croissant de l'informalité dans l'économie mexicaine.

Sectoriel

La fusion entre Viva Aerobus et Volaris franchit une nouvelle étape après son approbation aux États-Unis, mais reste suspendue au feu vert de l'autorité mexicaine de la concurrence. Après l'autorisation accordée par la Colombie en avril, la FTC (*Federal Trade Commission*) américaine a approuvé fin août le rapprochement, annoncé en décembre 2025. L'opération prévoit la création de Grupo Más Vuelos, une holding contrôlant les deux compagnies, qui conserveraient leurs marques respectives. Le futur groupe représenterait environ 75 % du marché aérien domestique mexicain et 27 % du trafic entre le Mexique et les États-Unis. Les compagnies mettent en avant des gains d'efficacité et de meilleures perspectives de croissance, tandis que plusieurs acteurs du secteur alertent sur les risques liés à cette forte concentration. La Commission nationale antimonopole mexicaine (CNA) est désormais la dernière autorité à devoir se prononcer. Une décision est attendue d'ici fin 2026 et pourrait être assortie de conditions.

Finances publiques

Le gouvernement a présenté un budget 2027 qui poursuit une baisse limitée du déficit public à -3,9% du PIB et mise sur une hausse ambitieuse des recettes fiscales afin de préserver les programmes sociaux et les investissements. Présenté le 8 septembre par le ministère des Finances (SHCP), le *Paquete Económico* (budget) prévoit une troisième année consécutive de consolidation budgétaire. Côté déficit et dette, l'ajustement resterait graduel. Le déficit public (RFSP) reculerait légèrement, de -4,1 % du PIB attendu en 2026 à -3,9 % en 2027. Le solde primaire resterait excédentaire à 0,5 % du PIB. Ce budget ne permettrait pas une stabilisation de la dette qui atteindrait 55 % du PIB (contre 54% prévu fin 2026). L'ajustement du budget 2027 reposerait principalement sur les recettes. Les recettes budgétaires atteindraient 23,2% du PIB soit 9 157 Md MXN (539,5 Md USD¹), en hausse de +3,9 % en termes réels. Sans nouvel impôt, le gouvernement prévoit une hausse réelle de +5,9 % des recettes fiscales, qui atteindraient un niveau record de 15,9 % du PIB et qui reposerait essentiellement sur un agrandissement de l'assiette fiscale des entreprises. Cette progression serait soutenue par un renforcement du contrôle fiscal, la lutte contre l'évasion et les fausses facturations ainsi que par la limitation de certaines déductions à l'impôt sur les sociétés (ISR). Elle permettrait notamment de compenser la baisse attendue de -14,4 % des recettes pétrolières. Ces prévisions optimistes des recettes permettent d'éviter une baisse des dépenses prévues par les *Precriterios* d'avril. En effet, l'enveloppe des dépenses totale atteindrait 26,7% du PIB, soit 10 636 Md MXN (627 Md USD) et resterait quasiment stable en termes réels (+0,7%). Ce volet est marqué par une forte rigidité : près de 80 % des dépenses sont en effet incompressibles. Les retraites représenteraient à elles seules 6 % du PIB. Malgré ces contraintes, le gouvernement entend préserver ses principales priorités sociales et d'investissement. Les programmes sociaux représenteraient 2,6 % du PIB et bénéficieraient à près de 43 millions de personnes. Les budgets consacrés à la santé et à l'éducation progresseraient chacun de plus de +10 %. L'investissement physique budgétaire serait également maintenu autour de 2,6 % du PIB, avec un recours accru à des montages mixtes (associant capitaux publics et privés). À ces contraintes s'ajoute le soutien encore nécessaire à Pemex. Malgré l'objectif affiché d'une autonomie financière de l'entreprise en 2027, l'État prévoit de lui transférer 81,1 Md MXN (4,8 Md USD) pour le remboursement de sa dette et de crédits antérieurs. Ce soutien serait toutefois inférieur d'environ -70 % à celui prévu en 2026. Pemex en outre continuerait à absorber plus de 45% des dépenses d'investissements du budget. Les réactions de marché ont été limitées et les premières analyses jugent ce budget plus réaliste que les *precriterios* présentés en avril, mais soulignent que la

¹ Taux de change du [9 septembre](#) : 16,9722 MXN/USD

consolidation reste graduelle et que les marges budgétaires demeurent limitées. Plusieurs observateurs appellent notamment à une réforme fiscale plus large pour renforcer durablement les recettes publiques. Les différents textes du budget 2027 devront être approuvés par le Congrès d'ici au 15 novembre. Leur adoption puis leur exécution seront particulièrement suivies par les agences de notation.

La réforme de l'impôt sur le revenu (ISR) qui accompagne le projet de budget 2027 vise à élargir l'assiette fiscale et pourrait augmenter les recettes de 8,2 Md USD² (140 Md MXN). Parmi les modifications figurent un mécanisme de contrôle des déductions plafonnant celles-ci à 96,67 % des revenus imposables pour les sociétés bénéficiaires, la réduction à 20 % du plafond de déduction des intérêts nets et des règles plus strictes sur les paiements à l'étranger. La réforme cible essentiellement les entreprises dont les revenus dépassent 50 M MXN et repose sur une logique assumée : agir sur l'assiette fiscale, la base imposable et le recouvrement plutôt que sur les taux, qui demeurent inchangés à 30 % pour les personnes morales. Le gouvernement entend ainsi répondre aux abus liés aux fausses factures (*factureras*), auxquelles certaines entreprises recourent pour gonfler leurs charges déductibles et minorer l'impôt dû. Ces modifications s'accompagneront d'un durcissement des contrôles fiscaux et d'un renforcement de la lutte contre l'évasion, afin d'améliorer le taux de recouvrement de l'impôt. En contrepartie sont proposées des incitations : l'élargissement du Régime simplifié de confiance (RESICO), dont les seuils passent à 5 M MXN pour les personnes physiques et 50 M MXN pour les personnes morales, ainsi qu'un programme de rapatriement de capitaux taxé à 7,5 % (contre 15 % en 2026), sans aucune déduction et sous réserve d'un investissement dans des activités productives pendant au moins trois ans. Au total, le produit de l'ISR progresserait de 6,9 % pour atteindre 193,8 Md USD (3 289 Md MXN) et contribuerait ainsi à augmenter le recouvrement des recettes fiscales à 15,9% du PIB.

² Taux de change du [9 septembre](#) : 16,9722 MXN/USD

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	09/09/2026
Bourse (IPC)	-1,1%	+6,1%	64 164,01 points
Change MXN/USD	-0,4%	-8,7%	19,90
Change MXN/EUR	-0,1%	-9,9%	19,66
Prix du baril mexicain	+4,0%	+64,0%	94,27

Amérique centrale

Bélize

Le gouvernement du Belize a déclaré l'état d'urgence concernant l'approvisionnement électrique, face à un déficit de capacité attendu au cours des douze prochains mois. La décision fait suite à plusieurs semaines de délestages à l'échelle nationale, après la réduction des exportations d'électricité du Mexique vers le Belize. Elle doit permettre à la compagnie publique d'électricité, BEL, d'accélérer l'acquisition de capacités de production supplémentaires afin de limiter le risque de nouvelles coupures. L'urgence intervient dans un contexte de hausse de la demande d'électricité et de dépendance du pays aux importations mexicaines.

Costa Rica

Le Costa Rica a accueilli du 1er au 4 septembre la deuxième édition du Costa Rica Trade and Investment Summit, organisé par l'agence publique d'attraction d'investissements PROCOMER. L'objectif était de mettre en relation les entreprises costariciennes avec des acheteurs internationaux et de favoriser le recours à des fournisseurs locaux par les multinationales présentes dans le pays. L'événement a réuni plus de 400 acheteurs et investisseurs internationaux issus de plus de 40 pays et plus de 1 000 entreprises opérant au Costa Rica, donnant lieu à plus de 4 000 rendez-vous d'affaires. Pour rappel, les négociations initiées lors de la première édition en 2025 avaient débouché sur environ 33 M USD de transactions commerciales.

El Salvador

Le FMI et le Salvador ont conclu un accord technique sur les deuxième et troisième revues du programme financier, qui pourrait aboutir à un décaissement de 140 M USD, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du Fonds. Le programme prévoit un renforcement de la consolidation budgétaire, avec un excédent primaire du secteur public non financier passant de 2,9 % du PIB en 2026 à 3,7 % en 2027, afin de contribuer à ramener la dette publique à 80 % du PIB d'ici 2030. Le FMI prévoit par ailleurs une croissance de +4,5 % en 2026, soutenue notamment par l'investissement, la consommation privée, les remesas, le tourisme et les flux de capitaux.

Guatemala

Le mandat d'Álvaro González Ricci à la présidence de la Banque du Guatemala (Banguat) prendra fin le 30 septembre. Son mandat de quatre ans a notamment été marqué par le maintien de l'inflation dans la cible de 4 % $\pm$ 1 % et par des décisions de politique monétaire prises sur une base technique et consensuelle. Le prochain président sera nommé par le président Bernardo Arévalo, dans un contexte préélectoral où la continuité et l'indépendance de la politique monétaire sont particulièrement surveillées.

Le président Bernardo Arévalo a annoncé une initiative de loi visant à plafonner temporairement le prix du diesel à 39 GTQ par gallon ($\approx$ 1,20 EUR/litre), contre 45,85 GTQ ($\approx$ 1,42 EUR/litre) actuellement. Le dispositif, qui pourrait s'appliquer jusqu'à fin 2026, prévoit que l'État couvre la différence entre le prix plafond et le

coût lié à l'évolution des cours internationaux. Selon le gouvernement, des ressources d'urgence identifiées par le ministère des Finances seraient mobilisées à cette fin, sans montant encore précisé.

Nicaragua

L'activité minière au Nicaragua a reculé de -15,5 % en juin 2026, poursuivant trois mois consécutifs de contraction, dans un contexte de baisse de la production et des exportations d'or. Cette évolution contraste avec le niveau élevé des cours internationaux du métal et intervient alors que l'activité économique globale progressait de +1,8 % en juin. Le recul de la production pourrait notamment s'expliquer par la fermeture de la mine El Choritito, tandis que des interrogations persistent sur l'évolution de la production et des exportations d'or.

Panama

La banque suisse UBS anticipe une croissance de l'économie panaméenne autour de +5 % en 2026 grâce au dynamisme de la construction, du tourisme et du Canal. Cette projection est bien plus optimiste que celle du FMI, qui prévoyait +3,8 % de croissance dans son *World Economic Outlook* d'avril dernier. Selon UBS, le PIB a progressé de +5,5 % en g.a. au S1, soutenu par la consommation des ménages, le rebond du secteur de la construction, une hausse des recettes touristiques et une hausse de l'activité du Canal suite au détournement de certaines routes maritimes en raison des tensions dans le détroit d'Ormuz. Le déficit public s'est nettement amélioré sur les quatre derniers trimestres, passant de 6,4 % du PIB au T1 2025 à 3,3 % au T2 2026. La dette publique reste néanmoins élevée, à 65-67 % du PIB.

L'agence de notation Moody's Ratings pourrait retirer au Panama son statut d'investment grade d'ici la fin de l'année si elle juge que l'amélioration récente des finances publiques n'est pas assez pérenne. L'agence note actuellement le pays Baa3 (eq. BBB-), soit le dernier échelon avant la catégorie *speculative grade*. Moody's s'inquiète de la capacité du Panama à maintenir la discipline budgétaire au-delà du mandat de l'administration actuelle, alors que l'Etat doit continuer à financer des dépenses conséquentes et difficiles à réduire (retraites notamment). Le dossier de la mine de cuivre Cobre Panama pourrait également faire pencher la balance : sa réouverture – qui est actuellement à l'étude par le gouvernement – pourrait soutenir les recettes publiques, tandis que le maintien de sa fermeture pourrait alourdir les engagements financiers de l'Etat.

Le Panama compte 192 entreprises enregistrées sous le régime SEM (Siège d'Entreprises Multinationales), dont 6 françaises. Pour rappel, ce régime permet aux multinationales qui installent au Panama certaines de leurs fonctions régionales, de bénéficier d'une série d'avantages (notamment un taux réduit d'impôt sur le revenu, une exonération d'impôt sur les dividendes, etc.). Les Etats-Unis arrivent en tête avec 37 entreprises SEM, devant la Chine avec 18, puis la Suisse avec 14. La France et l'Espagne arrivent à la 10ème place avec 6 entreprises chacune. Les entreprises sous statut SEM interviennent majoritairement dans les secteurs de la tech, de la logistique, des services financiers, des biens de consommation, de la pharmacie, etc. En 2025, 13 nouvelles entreprises ont opté pour ce statut.

Caraïbes

Antigua et Barbuda

Le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda a contracté un emprunt de 30 M EC\$ (11,1 M USD) pour apurer les dettes accumulées au titre des subventions aux carburants, alors que les prix internationaux étaient en hausse. Selon le Premier ministre Gaston Browne, cette politique aurait entraîné 24 M EC\$ (8,9 M USD) de recettes publiques non perçues en six mois, auxquels s'ajoutent au moins 15 M EC\$ (5,6 M USD) versés à la West Indies Oil Company pour contenir les prix. Face au coût croissant du dispositif, le gouvernement a relevé début septembre les prix de l'essence et du diesel de 2 EC\$ (0,74 USD) par gallon, après avoir écarté une hausse de 3,50 EC\$ (1,30 USD) recommandée par le ministère des Finances afin de limiter l'impact sur les consommateurs.

Cuba

Washington cible de nouvelles entités et personnalités cubaines. L'administration du président Donald Trump a annoncé, le 3 septembre, de nouvelles sanctions financières visant notamment Fidel Ernesto Castro Calis, petit-fils de l'ancien président cubain Raúl Castro et fils d'Alejandro Castro Espín, ancien responsable des services de renseignement cubains, également visé par les sanctions américaines. L'administration Trump a également désigné le Banco Exterior de Cuba (BEC),

spécialisé dans le commerce extérieur et les transactions internationales, ainsi que l'Entreprise d'importation de fournitures pour l'industrie pétrolière de Cuba, chargée de l'importation d'équipements et de pièces de rechange destinés notamment au secteur énergétique. Comercial Cupet S.A. et deux entreprises liées à la filière nickel-cobalt, Nicartec et Cexni, figurent également parmi les entités sanctionnées. Ces dernières assurent des services et des approvisionnements pour une filière qui constitue une source importante de devises pour Cuba. Le nickel et le cobalt figurent par ailleurs parmi les minerais considérés comme critiques par les États-Unis. Les sanctions interdisent toute transaction financière ou commerciale avec les personnes et entités désignées et entraînent le gel de leurs avoirs relevant de la juridiction américaine.

La Foire internationale de La Havane (FIHAV 2026) adopte un format largement numérique dans un contexte économique dégradé. La 42^e Foire internationale de La Havane (FIHAV), prévue du 24 au 26 novembre, se tiendra cette année presque entièrement en format numérique, en raison de la profonde crise économique que traverse Cuba. Cette évolution vise à maintenir le principal rendez-vous commercial de l'île, malgré les difficultés actuelles. La FIHAV 2026 permettra de présenter les 176 réformes économiques approuvées en juin, destinées à libéraliser et à décentraliser l'économie cubaine. Le Forum des investissements, seul événement prévu en présentiel le 26 novembre, sera consacré à la présentation de la mise à jour de la *Cartera de Oportunidades de Negocios*. Cet événement vise également à attirer la diaspora cubaine, estimée à environ trois millions de personnes, en mettant en avant les nouvelles opportunités d'investissement et de participation à des projets économiques dans l'île.

Haïti

La République dominicaine et Haïti ont convenu de renforcer leur coopération bilatérale, notamment sur la formalisation des échanges commerciaux et des investissements. Une réunion de travail s'est tenue le 3 septembre à Dajabón entre le ministre dominicain des affaires étrangères, Victor « Ito » Bisonó, et son homologue haïtienne, Raina Forbin. Les discussions ont porté sur la sécurité et la coordination frontalière, les questions migratoires, le commerce bilatéral, la coopération juridique et économique ainsi que l'amélioration de la connectivité aérienne. Les autorités ont également souligné le rôle du secteur privé dans la dynamisation des relations bilatérales, notamment à travers le développement d'activités productives et la création d'emplois. La normalisation progressive des échanges avec Haïti constituerait un enjeu important pour les entreprises dominicaines, compte tenu de l'importance du marché haïtien dans les

exportations de la République dominicaine. En 2025, les exportations dominicaines vers Haïti se sont élevées à 1,2 Md USD, en augmentation de +33,7% g.a (soit 303,4 M USD).

Jamaïque

Sur les huit premiers mois de 2026, la Jamaïque aurait accueilli 2,3 millions de visiteurs et généré 2,5 Md USD de recettes touristiques, un rebond plus rapide qu'anticipé. Malgré des résultats inférieurs à ceux de 2025 (-17 % d'arrivées et -18 % de recettes touristiques en g.a.), 30 % de la capacité hôtelière du pays reste encore hors service, ce qui signifie que la demande se redresse plus vite que l'offre disponible. Cette reprise s'explique notamment par le retour progressif de l'offre hôtelière à Montego Bay et Negril. L'offre de vols reste encore réduite par rapport à l'avant-ouragan Melissa.

République Dominicaine

La République dominicaine et l'Union européenne ont signé un accord pour lancer de nouvelles études scientifiques sur le potentiel en terres rares, notamment en gallium et en scandium, dans la région de Pedernales. L'enveloppe annoncée s'élève à plus de 538 000 EUR. L'objectif premier est de caractériser précisément les ressources présentes, leur concentration et leur potentiel économique, tout en intégrant des critères environnementaux et de durabilité. Le programme associe également l'Université de Barcelone. Les fonds seront consacrés aux activités techniques et scientifiques, aux analyses spécialisées, aux recherches de terrain dans le pays, à l'acquisition de fournitures et à la transmission de connaissances au personnel technique national. Cette initiative s'inscrit dans la continuité des études menées dans le cadre du programme de recherche SYSMIN II, à travers lequel l'UE avait identifié, entre 2010 et 2011, la présence de terres rares dans les bauxites de Pedernales. Les États-Unis et l'Europe cherchent depuis plusieurs années à diversifier leurs sources d'approvisionnements, dans un marché où la production et le raffinage restent fortement concentrés en Chine. Environ 60 % de la production mondiale de terres rares est extraite sur le sol chinois. En 2024, le gouvernement dominicain a créé la Compagnie Minière Dominicaine (EMIDOM), détenue entièrement par l'Etat, afin de renforcer la stratégie minière nationale et de participer à l'exploration et au traitement éventuel de ces ressources.

La République dominicaine concentre près de 30% des investissements régionaux en infrastructures. Selon le cabinet de conseil Deloitte, la République dominicaine est le 2e pays d'Amérique centrale, derrière le Panama, en matière d'investissements

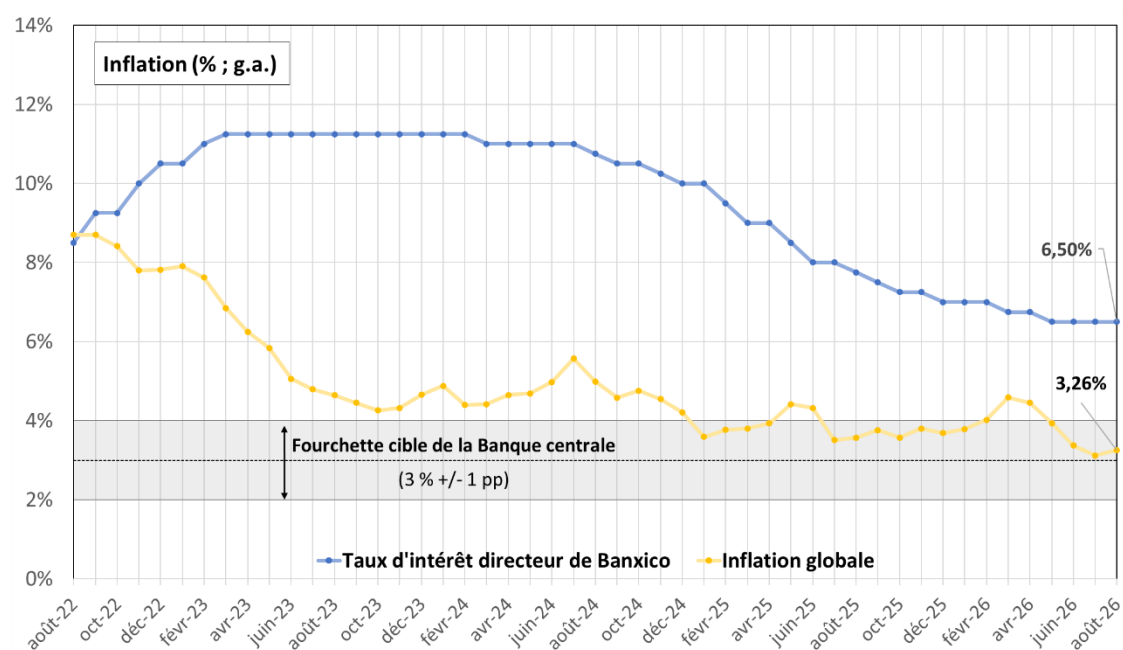
dans les infrastructures, avec huit projets représentant un montant cumulé de près de 10 Md USD. La programmation dominicaine est relativement diversifiée, avec trois projets représentant à eux seuls plus de 6,4 Md USD : le projet gazier Hostos (2,5 Md), le développement touristique de Cabo Rojo-Pedernales (2,24 Md USD), et Manzanillo Gas & Power (1,7 Md USD). S’y ajoutent notamment le futur monorail de Saint-Domingue (900 M USD), l’aqueduc Hatillo-Saint Domingue (750 M USD), la reconstruction d’infrastructures aéroportuaires (700 M USD), City Center à Saint-Domingue Est (700 M USD) et le port digital international associé à Google (500 M USD). Cette dynamique confirme le poids croissant des infrastructures dans les perspectives d’investissement dominicains, notamment dans les secteurs du transport, de l’énergie, de l’eau et du tourisme entre autres. A l’échelle régionale, le transport représente 36,4 % de la valeur des projets recensés, devant l’énergie (13,1 %) et les infrastructures routières (13%).

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,2%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026 et Juillet 2026 pour la croissance du Mexique

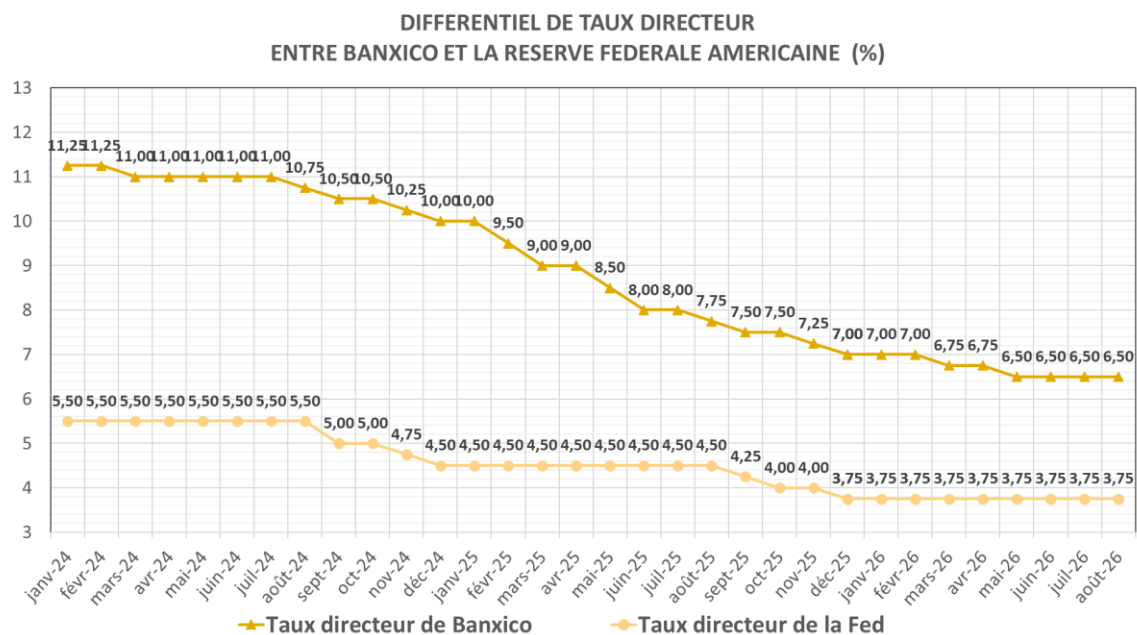
- Annexe Graphique Mexique -



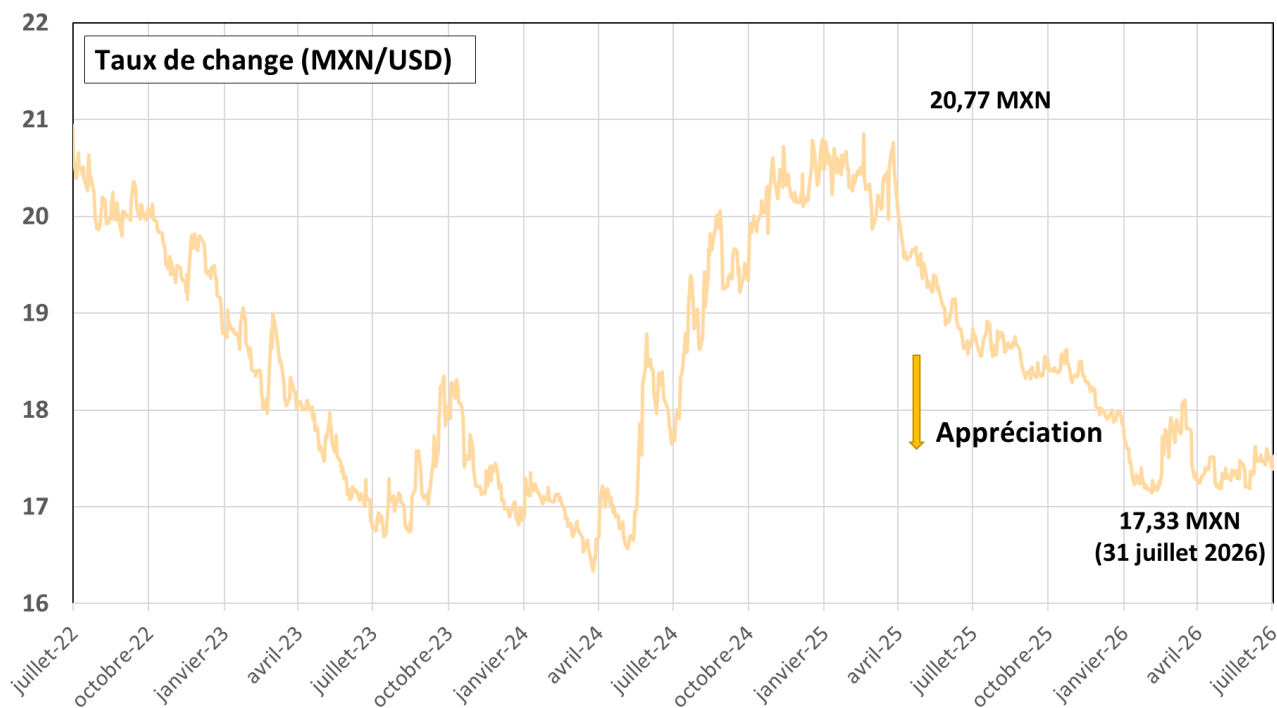
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275
juin-26	6,50	3,75	275
juil-26	6,50	3,75	275
août-26	6,50	3,75	275

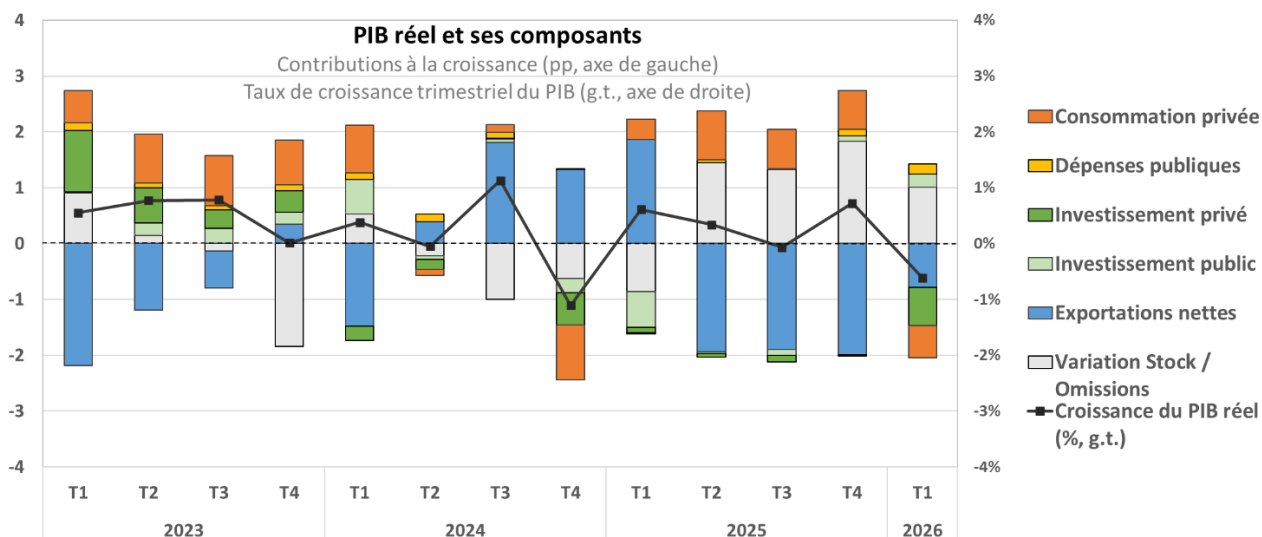
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



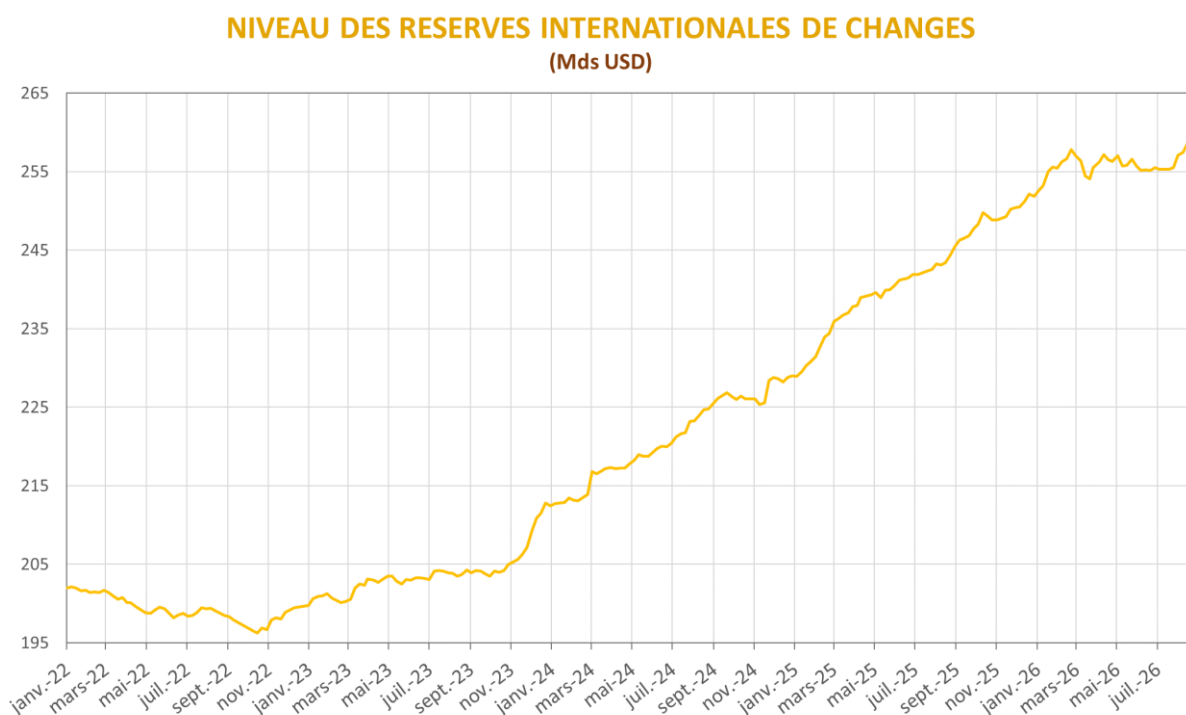
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr